

Pareto et le pouvoir *

par J. FREUND

Professeur à l'Université de Strasbourg.

★

Le thème à la fois central et fondamental de toute la pensée de Pareto, qu'elle soit économique, sociologique ou politique, me semble être la notion d'équilibre. Il faut donc partir de là pour interpréter sa manière propre de concevoir le pouvoir. Ce qui l'intéresse à propos de ce phénomène essentiel de la vie politique, ce n'est nullement le pouvoir dans ses diverses manifestations de la puissance, du commandement et de l'obéissance, ni la description interne et philosophique de la notion, ni non plus ses diverses formes d'institutionnalisation, par exemple l'Etat ou les régimes, ni enfin la meilleure manière d'agencer le pouvoir, mais sa signification dans la société politique et dans la société générale. D'ailleurs on ne trouve pas chez lui d'analyse de l'activité politique en elle-même, car son effort porte sur les conditions de l'équilibre social, et en ce qui concerne le pouvoir sur la façon dont il contribue à déterminer et à façonner l'ordre des sociétés, du fait qu'il en est une des composantes. Ses explications ont donc directement un caractère sociologique, précisément parce qu'il n'étudie pas le politique dans ses caractéristiques, mais la société politique et ses conditions d'équilibre. Pareto est l'auteur d'une sociologie politique, et non d'une anthropologie politique.

Ayant ainsi tracé le cadre général de la réflexion de Pareto, je voudrais au cours de cet exposé, éclairer sa conception du pouvoir à partir d'un triple point de vue, celui de la méthode qu'il a suivie, celui de l'orientation de ses analyses positives, et celui de ses options personnelles. Evidemment le second aspect retiendra plus longuement notre attention que les deux autres.

* Texte d'une communication faite au colloque sur Pareto, organisé à Rome par la Fondazione Volpe, le 27 novembre 1973.

I. La méthode suivie.

Pareto a mis un certain temps à trouver la bonne méthode, celle d'une observation neutre, qu'il a d'abord expérimenté en économie politique. En effet, au départ, avant de devenir un universitaire, il n'envisageait la politique que sous l'angle de ses convictions libérales, non exemptes d'illusions. On sait qu'il songea même à faire une carrière politique, puisqu'il se présenta, sans succès, aux élections législatives. Ces convictions avaient pour fondement un rigorisme moral, presque humanitaire, et une certaine intransigeance économique qu'il partageait avec les partisans du libéralisme orthodoxe. Il était non seulement animé par une foi réformiste, dirigée contre les abus, les fraudes et les machinations des partis politiques, mais il ne voyait dans la politique que le moyen de faire triompher le système économique libéral. La politique ne l'intéressait donc pas pour elle-même, mais uniquement comme un moyen au service d'une intention morale et économique. Il semble qu'à cette époque il croyait en l'idée d'un pouvoir meilleur, comme en témoigne une lettre à Pantaleoni : « Le vrai problème que doit résoudre l'humanité pour avoir un bon gouvernement serait : comment confier le pouvoir aux meilleurs sans qu'ils en abusent » (1). De plus un tel gouvernement ne sera bon qu'à la condition de faire le moins possible de politique, pour laisser jouer à plein les « lois fixes et déterminées » de l'économie.

Il faut, je crois, attribuer à l'amertume ressentie après ses échecs politiques et à la déception qu'a suscitée en lui la politique effectivement pratiquée par les libéraux (2), ainsi qu'au succès de la méthode scientifique en économie, le revirement que sa réflexion opérera plus tard. Mais il faut surtout insister sur la découverte des catégories de résidu et de dérivation qui lui ont permis de saisir l'importance de l'émotion et du sentiment dans la composition de l'ordre social (3). Il ne s'agit plus de porter des jugements évaluatifs sur telle ou telle politique, mais de comprendre que les évaluations morales, idéologiques, religieuses et autres, même si elles sont logiquement fausses, contribuent à asseoir l'autorité d'un pouvoir et que, de ce fait, elles sont des éléments

(1) Lettre citée par G. BUSINO dans l'introduction au t. XI des *Œuvres complètes de V. Pareto*, Genève, Droz, 1967, p. XIV.

(2) Il écrit à propos de la ligue de Cobden qu'on s'est imaginé que son « succès était le triomphe de la raison sur le préjugé ; il était simplement le triomphe de certains intérêts sur certains autres », *Les systèmes socialistes*, Genève, Droz, 1965, t. I, p. 125.

(3) Voir par exemple, *Libre-Echangisme, protectionisme et socialisme*, Genève, Droz, 1965, p. 82.

déterminants de tout équilibre social. Autrement dit, l'erreur contribue à définir l'équilibre social au même titre que la justice ou la raison. La véritable étude sociologique et scientifique ne saurait avoir pour tâche de mesurer le degré de vérité ou d'erreur de ces jugements et évaluations, mais de les intégrer dans l'analyse de la société politique comme des faits, au même titre que les institutions, les lois ou la diversité des régimes. C'est dans les premières pages de *La transformation de la démocratie* qu'il exprime le plus clairement son point de vue. Il ne s'agit pas pour le sociologue de savoir si une mesure ou une conception politique est moralement bonne et juste ou utile ou funeste, de condamner ou de glorifier la terreur, mais de l'intégrer comme une condition normale ou possible, donc susceptible d'être utilisée par le pouvoir, dans le contexte des éléments qui contribuent à déterminer l'équilibre social.

On qualifie généralement cette méthode, souvent pour la réprouver, de machiavélienne. On en tire la conséquence que la conception que Pareto se fait du pouvoir serait machiavélique. Si la première observation me paraît exacte, il faut, à mon avis, récuser la seconde. La question qui se pose est de savoir si une recherche sur la nature du politique, qui veut être authentiquement scientifique, peut être autre que machiavélienne, dans la mesure précisément où la science n'a pas pour rôle de louer ou de blâmer, mais de constater de la manière la plus correcte possible la conduite effective des hommes qui font concrètement la politique. Il n'appartient pas au savant, à moins d'être infidèle à sa vocation, de proposer la bonne politique, idéale, car elle ne pourrait l'être que subjectivement par esprit partisan, ni de déformer la réalité en l'enjolivant ou en la discréditant. Le fait est que le rapport des forces est déterminant en politique, qu'on y a volontiers recours à la ruse sous les formes diverses de l'habileté ou de la tactique ou de la fourberie et de l'intrigue. Nier théoriquement ces faits au nom d'une image plus ou moins idéalement artificielle n'empêche nullement qu'en pratique ils sont d'usage courant. Ce qui peut agacer le lecteur de Pareto, c'est qu'il donne parfois l'impression de s'amuser pour accabler la belle âme de ses contradicteurs par une floraison d'exemples, donc d'insister non sans lourdeur par l'illustration sur la pertinence historique de ses analyses. Il serait en tout cas aussi ridicule de reprocher au savant d'être responsable des situations désagréables qu'il décrit ou encore de les approuver, parce qu'il les présente objectivement, que de faire grief au médecin d'être la cause de la maladie dont il fait le diagnostic comme s'il voulait la maladie. « Je suis, déclare explicitement Pareto, comme le médecin qui reconnaît la tuberculose chez son patient, sans

savoir comment la guérir » (4). Il ne dépend pas de Pareto que ses détracteurs s'illusionnent sur l'essence du pouvoir, ni que les hommes politiques camouflent sous des idéologies apparemment généreuses des desseins moins nobles et parfois abominables, ni que le fanatisme partisan tombe dans des excès et des horreurs. Prétendre qu'il approuve doctrinalement les procédés qu'il analyse, c'est non seulement lui chercher une mauvaise querelle, mais manifester une absence d'esprit critique en matière scientifique. Nous verrons plus loin, à propos de ses options personnelles, ce qu'il faut penser de son prétendu machiavélisme. Nous pouvons cependant signaler dès maintenant que ceux-là font précisément preuve de machiavélisme, par détournement de l'esprit scientifique, qui essaient de le faire passer pour un machiavélique, en dépit de ses écrits et de ses explications.

II. Portée et limite de ses analyses.

Il serait fastidieux et superflu d'exposer une fois de plus la thématique parétienne du pouvoir en énumérant tous les sujets qu'il a abordé, jusque dans le détail de ses analyses. Il existe à ce propos diverses études auxquelles je renvoie. Je limiterai mes observations aux éléments nouveaux, pour son temps, de sa contribution. Autrement dit, je ne suivrai pas à la lettre l'exposé ni les explications de Pareto, mais j'essaierai de mettre ses intuitions fondamentales en perspective pour les situer par rapport à la problématique de la politologie moderne.

Depuis toujours on a constaté que le pouvoir était exercé par une minorité, que Pareto appelle comme son contemporain, R. Michels, une oligarchie. Il est vrai, ils ont été tous deux des lecteurs de Mosca. On pourrait donc penser qu'aucun de ces auteurs n'a été vraiment original, sauf que théoriquement ils ont insisté avec plus de force que d'autres sur ce phénomène connu. Mais l'originalité consiste peut-être, comme le remarque Goethe, en une banalité supérieure. Certes, divers écrivains ont fait avant eux allusion à la structure minoritaire du pouvoir, mais en passant, sans explorer la question. Ils furent les premiers à en faire une analyse conséquente et à faire prendre conscience à la science sociale de l'importance de cet aspect du pouvoir pour le développement des sociétés. La preuve que leur étude fut nouvelle, c'est que, après avoir mis l'accent sur cet aspect du pouvoir, ils continuent de susciter encore aujourd'hui la méfiance, voire la réprobation. Leurs études ne cessent donc d'inquiéter de nombreux sociologues et polito-

(4) *La transformation de la démocratie*, Genève, Droz, 1970, p. 7.

logues, car, mélangeant l'observation et l'évaluation, un certain nombre d'entre eux estiment que, si historiquement le pouvoir a été jusqu'à présent exercé par des minorités, il en ira autrement à l'avenir, en particulier avec l'extension de la démocratisation, tant sur le plan économique avec l'autogestion que sur le plan politique avec l'avènement d'une société purement associative. Parce que Lénine a utilisé la dynamique d'une minorité pour s'emparer du pouvoir on reconnaît dans certains milieux révolutionnaires la justesse des analyses de Pareto, mais uniquement à titre provisoire, dans la mesure où l'on estime qu'une fois que la minorité révolutionnaire aura pris le pouvoir elle le mettra par la suite progressivement et démocratiquement au service de la classe la plus nombreuse. Une telle croyance ou espoir constitue aux yeux de Pareto une illusion, car la démocratie n'échappe pas plus que n'importe quel autre régime à cette constante du pouvoir. On comprend que dans ces conditions il ne puisse que heurter l'idéologie démocratique qui reste dominante de nos jours. Pour Pareto, en effet, le fait qu'une minorité exerce toujours le pouvoir réel n'est pas un accident de l'histoire, lié à tel ou tel type de régime, mais un aspect inhérent au pouvoir lui-même, qui, comme tel, est l'une des conditions de l'équilibre social. Un pouvoir de tous sur tous cesse d'être un pouvoir. Ce qui fait que le pouvoir est ce qu'il est, c'est qu'il opère une sélection, historiquement variable, qui permet chaque fois à une autre minorité de parvenir au pouvoir.

Le fond de la pensée de Pareto sur ce point est le suivant : dans toute société il y a un phénomène constant et irrécusable, c'est l'existence d'un pouvoir qui a pour base la division entre la minorité des gouvernants et la masse des gouvernés. Les idéologies ou dérivations peuvent le cas échéant dissimuler le fait pour des raisons de propagande ou pour faciliter l'accès au pouvoir d'une nouvelle minorité, mais ce subterfuge ne modifie en rien l'essence ou la loi du pouvoir. « Les sociétés humaines, écrit-il, ne peuvent subsister sans une hiérarchie » (5). Il s'agit là du fondement indestructible de toute société, qui, s'il disparaissait, entraînerait la fin de la société. Ce qui varie par contre historiquement, c'est le type de minorité qui peut exercer au cours des temps le pouvoir. C'est à ce niveau que joue le phénomène de la sélection, suivant divers critères possibles comme la richesse, le succès militaire, l'intrigue, la discrimination religieuse ou idéologique, etc. C'est ce qu'il appelle la circulation des élites. Transposé dans le langage sociologique de Pareto cela signifie que l'équilibre social exige des relations hiérarchiques, mais

(5) *Manuel d'économie politique*, Genève, Droz, 1966, p. 425.

en vertu de l'hétérogénéité sociale les détenteurs de l'autorité hiérarchique peuvent être des minorités différentes. Si la hiérarchie répond à la nature de toute société, si le pouvoir y est donc permanent et s'il est occupé nécessairement par une minorité, aucune minorité ne se maintient perpétuellement au pouvoir. Toutefois, la nouvelle minorité qui réussit à s'emparer du pouvoir ne peut supprimer la hiérarchie, même si elle peut en modifier le type, car elle creuserait ainsi sa propre tombe. Elle n'est en effet minorité que dans une hiérarchie.

Je n'entrerai pas dans les détails de la théorie parétienne, souvent exposée, de la circulation des élites, pour montrer comment elle répond à sa vision générale de l'histoire, conçue sous la catégorie du mouvement rythmique ou ondulatoire, ou pour expliquer comment l'histoire est un cimetière d'aristocraties. Je voudrais préciser plutôt la corrélation qu'il y a chez Pareto entre sa théorie du pouvoir, impliquant hiérarchie et minorité dirigeante, et sa théorie de l'équilibre social qui se fonde sur une inévitable hétérogénéité sociale. L'élite se caractérise par un double mouvement. D'une part elle n'est puissante et socialement efficace que si elle se ferme sur elle-même, c'est-à-dire si elle s'affirme comme élite, car son assurance se reflète sur la société générale, en suscitant grâce aux mythes et aux idéologies qu'elle propage le consensus social ou l'équilibre relatif indispensable à l'exercice de son pouvoir. Mais d'autre part, si elle dépasse un certain seuil, non déterminable avec certitude, de rigidité et de clôture sur elle-même, elle risque de dégénérer, cette dégénérescence entraînant une instabilité dans la société globale, du fait que sa faiblesse provoque l'apparition d'une élite rivale. Par conséquent l'instabilité ou la faiblesse d'une élite et respectivement sa force conditionne l'instabilité et respectivement l'équilibre d'une société. Il importe donc pour une élite de s'affirmer dans son identité, car « toute élite qui n'est pas prête à livrer bataille, pour défendre ses positions, est en pleine décadence » (6), mais aussi d'être ouverte aux changements qui se produisent dans la société et de se faire reconnaître par les promoteurs de ces changements en les accueillant dans son sein et ainsi de se renouveler (7). Une société n'est jamais que relativement stable et elle ne l'est que lorsque l'élite qui la gouverne accepte l'idée de la circulation des élites. Le dynamisme d'une élite dépend de cette ouverture.

Il s'ensuit un certain nombre de conséquences pour la conception de l'élite et du pouvoir chez Pareto.

(6) *Les systèmes socialistes*, t. I, p. 40.

(7) « Sur l'ouverture et la fermeture des élites », voir le *Traité de Sociologie*, § 2494 et suivants.

a) Une élite trop homogène court à sa perte, car elle se coupe du reste de la société dont l'équilibre repose sur l'hétérogénéité des fonctions, des intérêts et des idées. Aussi, tout comme la société globale, elle a intérêt à sauvegarder une certaine hétérogénéité en son sein, sous la forme d'un équilibre qui, reflétant l'équilibre social, concilie des forces concurrentes.

b) Les sociétés passent par des phases de stabilité et d'instabilité suivant qu'une élite n'est plus en mesure de faire échec aux ambitions d'une élite montante. Il y a donc de ce fait une correspondance entre l'équilibre social et l'équilibre interne à une élite, sinon l'instabilité de l'élite provoque un déséquilibre dans la société, celle-ci se mettant alors à la recherche d'un autre équilibre sous la houlette d'une autre minorité. Ce n'est que lorsqu'une société, par exemple celle de la fin de l'Empire romain, n'est plus capable d'assurer la circulation interne des élites qu'elle tombe en décadence, ce qui signifie qu'elle passe sous la domination d'une élite étrangère.

c) L'équilibre social n'exige pas seulement que l'élite dirigeante ou politique maintienne une certaine hétérogénéité interne, mais qu'elle laisse également cette hétérogénéité se manifester entre les élites non politiques, qu'elles soient d'ordre économique, artistique ou autre.

C'est justement cette dernière remarque qui nous permet de donner sa véritable dimension à la théorie du pouvoir de Pareto. La plupart de ses commentateurs limitent leurs considérations à sa théorie de l'élite politique ou gouvernementale. En réalité il ne se borne pas à ce seul aspect, car son analyse s'applique également, de son propre aveu, à toute autre espèce de pouvoir dans la société. Suivant les circonstances historiques l'élite politique se recrute dans l'élite religieuse (importance par exemple au Moyen Age du clergé comme conseillers des princes), dans l'élite économique ou dans l'élite universitaire, mais Pareto va encore plus loin. Chaque activité humaine, même sportive, scientifique, érotique ou syndicale produit une élite et donne par conséquent lieu à une lutte pour le pouvoir entre des minorités dans chacune de ces activités. Il s'agit de ce que Pareto appelle dans le *Traité de sociologie* l'« élite non gouvernementale » (8), qui peut être celle de brigands, de saints, de joueurs d'échecs ou de maîtresses (9). L'élite artistique par exemple ne se borne pas uniquement à l'ensemble des artistes que l'on considère comme les meilleurs à une époque donnée (ils peuvent d'ailleurs

(8) *Ibid.*, § 2032.

(9) *Les systèmes socialistes*, t. I, p. 56.

perdre leur crédit avec l'effet du temps), mais elle comprend également, au sens de Pareto, les marchands de tableaux, les critiques d'art, les éditeurs d'art et même les responsables des syndicats ou mutuelles d'artistes, dont l'influence sociale n'est pas négligeable. Sous ce rapport cette minorité agit comme les autres élites qui détiennent un pouvoir. Ils ne sont pas les meilleurs intrinsèquement, mais ils sont les plus puissants. De ce point de vue le concept d'oligarchie conviendrait mieux pour les qualifier que le terme d'aristocratie, bien que ce dernier revienne plus fréquemment sous la plume de Pareto. Les minorités que constituent ces élites contribuent par leur hétérogénéité à l'équilibre social, au même titre que l'élite gouvernementale. Elles participent à la lutte pour le pouvoir à la fois dans leur sphère propre et, par répercussion, dans la lutte pour le pouvoir politique.

Ce qui est important, c'est que toute activité humaine est productrice d'un pouvoir qui devient l'enjeu de minorités. Ainsi comprise, la conception de l'élite de Pareto se précise. Il faut la prendre en son sens étymologique de résultat d'un choix quelconque, selon les critères les plus variés, et non point seulement au sens éthique. Elle comprend les meilleurs, mais non point spécifiquement au sens des plus dignes et des plus respectables moralement (bien que Pareto n'exclut pas cette signification), mais au sens de ceux qui s'imposent dans chaque activité du fait qu'ils exercent une influence sur la société et sont capables d'exercer une pression efficace, en vertu de la position hiérarchique ou supérieure qu'ils occupent. C'est en ce sens sociologique qu'il y a une élite de brigands comme une élite d'universitaires. Pareto est cependant suffisamment sarcastique pour reconnaître que, du point de vue de l'évaluation morale, il y a une différence entre ces deux sortes d'élites, mais du point de vue sociologique, en tant qu'elles sont des minorités qui détiennent le pouvoir ou le revendiquent, elles emploient des procédés analogues, voire similaires, tant pour faire croire à leur respectabilité que pour les intrigues ou les passe-droits.

Cette analyse du pouvoir trouve son achèvement dans la théorie de la décadence, notion qui depuis le XVIII^e siècle et la généralisation de la croyance au progrès était tombée en désuétude en politologie. Elle avait, certes, gardé une signification littéraire et philosophique, mais dans un sens nostalgique. Pareto fut avec G. Sorel et O. Spengler l'un des auteurs qui lui ont redonné une actualité politique, que la situation présente de l'Europe semble ne pas démentir. La théorie de Pareto est liée à la fois à sa théorie de la circulation des élites et à celle du mouvement oscillatoire des phénomènes sociaux. Cependant, du fait même qu'elle s'oppose à une conception linéaire d'un progrès

continu, elle refuse également l'idée d'une décadence continue, d'une chute progressive par dégradation constante. On ne peut saisir sa théorie de la décadence que corrélativement à sa théorie de la renaissance. C'est ce qu'il faut expliquer, car cette corrélation est souvent passée inaperçue aux yeux de certains de ses commentateurs.

Il faut tout d'abord ne pas confondre la décadence d'une élite et celle d'un pouvoir, car seule la seconde entraîne également la décadence du type de société que ce pouvoir porte. En effet, la société peut être revigorée quand, à la suite d'un changement progressif ou révolutionnaire, une élite déclinante est remplacée par une nouvelle élite, plus dynamique et plus agressive. C'est ainsi que l'élite montante de la bourgeoisie a consolidé et développé l'Etat moderne en se substituant à l'élite féodale. Il y a par contre décadence du pouvoir quand, après une période de croissance et d'expansion de la société qu'il animait, il finit par épuiser les possibilités de renouvellement des élites, ainsi que Pareto l'illustre à propos de l'histoire de Rome. Cependant la décadence d'un pouvoir n'est pas absolue, pas plus d'ailleurs que celle de l'idée dont une élite s'est fait le champion. Un pouvoir décadent ne laisse aucun vide, car son déclin est compensé par la montée d'un autre pouvoir, dont l'origine est le plus souvent extérieure à l'ancienne société considérée. Il n'y a donc jamais de véritable vacance du pouvoir, mais uniquement des crises durant lesquelles l'ancien pouvoir vacillant use ses dernières forces avant de succomber devant le pouvoir nouveau. Toute décadence d'un pouvoir s'accompagne d'une renaissance du pouvoir, sous d'autres formes et sous un autre type de régime. La chute du pouvoir hellénique est sans doute due par exemple à un épuisement des ressources internes qui s'est traduit par la faiblesse des élites, mais aussi à la renaissance d'un autre pouvoir, celui des Romains. Toutefois, le complexe d'idées dont les régimes helléniques étaient les porteurs, en particulier l'opposition entre la démocratie et la tyrannie, n'est pas mort avec la décadence de la Grèce, même si avec Rome il a été remplacé par les idées de république et d'Empire. Les idées helléniques ont connu une renaissance plus tard, sous d'autres aspects, ceux de la démocratie moderne ou du despotisme, associées ou non à l'idée de république. On sait que ce mouvement rythmique, qui détermine l'équilibre social, affecte toutes les activités et indirectement le pouvoir soumis à sa propre périodicité : à un siècle de foi succède un siècle d'incrédulité, à un temps de rigorisme moral succède un autre de relâchement des mœurs, sauf que l'amplitude et l'intensité de la courbe varient suivant les circonstances historiques. Les contemporains ne prennent pas toujours conscience de ce phénomène, du fait qu'ils croient être encore en période ascensionnelle alors qu'ils

sont déjà en réalité en période de déclin, ou parce qu'ils se trompent sur la forme, car une période de foi peut ne pas avoir un caractère religieux mais idéologique.

Il ne faut cependant pas se méprendre sur la signification de cette périodicité. Elle n'altère par ses phases de décadence et de renaissance que les formes du pouvoir, car, ainsi qu'il le déclare dans le *Traité de sociologie* : « la forme peut changer, le fond demeure constant » (10). Cela veut dire que la politique reste un élément permanent de toute société. L'histoire consiste dans ces variantes de régimes, ces successions d'élites et ces décadences de sociétés et les renaissances d'autres, mais elle ne peut pas faire dépérir ce qui reste constant, à savoir l'économie, la religion, l'art ou la politique. C'est dans *La transformation de la démocratie* qu'il affirme avec le plus de netteté la permanence du fond, au point qu'il a pu dire qu'« il y avait un christianisme avant le Christ, un mahométanisme avant Mahomet, une « démocratie » avant la Révolution française, et un bolchévisme avant la révolution de Lénine » (11).

III. Les options personnelles.

Il est certain que, en dépit de sa volonté de s'en tenir à la méthode rigoureuse de l'observation neutre, Pareto a laissé transparaître, même dans ses écrits scientifiques, ses propres options subjectives, ne serait-ce que par les mouvements d'humeur, les sarcasmes et un goût du persiflage qui interviennent brusquement dans son raisonnement et sa démonstration. Faut-il lui en faire grief ? En fait, même les efforts les plus tenaces et les plus constants pour éviter l'irruption de tout jugement personnel ne parviennent jamais, surtout dans les sciences sociales, à effacer complètement la présence de la personne du savant. Ceux-là lui en feront reproche qui prennent prétexte de l'impossibilité de parvenir à une objectivité parfaite pour renoncer à tout souci d'objectivité en général, et qui essaient de tirer argument de ces défaillances inévitables pour affirmer que l'ensemble de l'œuvre de Pareto n'est qu'une expression de sa subjectivité. Il est cependant inutile de nous arrêter à ces considérations qui relèvent davantage de la polémique que de l'intelligence des difficultés de toute méthodologie.

De même je ne dirais que quelques mots de l'accusation selon laquelle sa conception du pouvoir serait fasciste. Il est ridicule d'étendre à son œuvre ou à sa vie entière une attitude, et combien prudente malgré

(10) *Traité de sociologie*, § 2316.

(11) *La transformation de la démocratie*, p. 6.

les accointances, qui fut seulement celle des derniers mois de sa vie. Personne ne peut prouver qu'il aurait approuvé la politique du fascisme, telle que nous la connaissons aujourd'hui, mais il y a par contre de fortes chances qu'elle l'aurait irrité à la longue, quand on connaît sa mise en garde contre toute atteinte aux libertés individuelles. Certes, Pareto a insisté sur l'importance de la force en politique, mais à ce compte la plupart des politologues seraient fascistes. Il a de même reconnu que la violence est parfois inévitable, mais il ne l'a jamais préconisé comme la meilleure solution ni surtout justifié théoriquement. Non seulement il considérait que le recours à la violence était souvent un signe de faiblesse (12), mais ses analyses conduisent même à un usage limité de la force, dans la mesure où par exemple aucun équilibre social n'est possible sans un consensus (13). On pourrait évoquer d'autres passages de ses écrits qui confirment notre interprétation. A quoi bon ? ils ne convaincront personne de ceux qui accusent même de fascisme ceux qui l'ont combattu à leur risques et périls durant leur existence. Je crois que Pareto aurait tout simplement ri de cette accusation comme il l'a fait à propos d'autres qualifications politiques qui lui ont été décernées.

Fut-il un réactionnaire ? Dans la mesure où ce terme signifie, par opposition au progressisme, que l'on met en doute l'universalité du progrès, au sens où l'accumulation quantitative des connaissances et des techniques impliquerait un perfectionnement qualitatif de l'être, ce n'est pas à exclure. En général on entend cependant autre chose par ce mot lorsqu'on l'applique à Pareto. Ce qui irrite un certain nombre de ses lecteurs c'est qu'il se gausse volontiers de l'humanitarisme, de la rapidité avec laquelle les bourgeois adoptent les idéologies de leurs adversaires, car, à son avis, ce procédé loin de renforcer leur position l'affaiblit, qu'il ricane face à certaines générosités en politique ou devant les rêves de ceux qui croient au meilleur gouvernement ou à la meilleure société. De plus il insiste avec sa théorie des dérivations sur l'importance de l'irrationnel, comme s'il suffisait de nier théoriquement cet irrationnel pour l'évacuer en pratique. Enfin il n'a que mépris pour les inquiétudes de ceux qui mêlent à leur jugement politique les problèmes et les scrupules de leur petite conscience personnelle, alors que la politique repose sur un rapport de forces entre les groupes au sein de la collectivité et entre les entités indépendantes, qu'elle a pour objet non de satisfaire uniquement des désirs particuliers mais d'assurer la protection

(12) *Les systèmes socialistes*, t. I, p. 37 ou t. II, p. 412.

(13) *Traité de sociologie*, §§ 2244 et 2251.

de tous. Par-dessus tout il refuse de juger de façon privilégiée la politique sous les catégories du bien et du mal, donc sous l'angle d'une perpétuelle suspicion de l'action politique. Ce qui est finalement en cause, c'est sa méthode machiavélienne, qui serait pour lui plus qu'une méthode, mais le fondement philosophique de sa vision du monde. Il n'y a pas de doute que cette critique est en partie justifiée, déjà pour la simple raison, valable d'ailleurs aussi pour n'importe quel autre écrivain, que la méthode choisie a inévitablement des répercussions sur le contenu de la pensée.

Bien que nous ayons déjà abordé la question dans la première partie de cet exposé, je voudrais y revenir brièvement, non point pour laver Pareto de ce reproche, encore que le cynisme qu'on lui attribue ne soit pas uniquement d'origine machiavélienne, mais pour constater combien la révolution que Machiavel a opérée dans la pensée humaine a été profonde, puisqu'elle continue de susciter des oppositions aussi fortes qu'autrefois. Il y a en effet peu d'auteurs qui ont eu ce destin de susciter, en dépit du temps, tant de divisions dans les esprits et de provoquer des incompatibilités aussi passionnelles. Plus que tout autre écrivain des siècles passés il demeure notre contemporain, puisqu'il continue de servir de prétexte pour disqualifier toute recherche qui se réclame de lui sous une forme ou une autre. Selon toute probabilité il sera encore pendant longtemps au centre des débats concernant la compréhension du phénomène politique. Il serait cependant injuste de ne voir en Pareto que cet aspect.

En effet, et ses derniers écrits le montrent, il fut toute sa vie un libéral, non point au sens où il le fut au départ, partisan d'un certain type d'économie, mais à celui d'une ouverture à toutes les formes de pensée. Sans partager les options socialistes, il a été l'un des rares politologues de son époque à essayer de les comprendre ; on peut même trouver chez lui un penchant pour l'anarchisme. Précisons tout de suite notre interprétation : Pareto fut un libéral, mais non un démocrate. Du moins il ne fut démocrate que pendant une durée réduite de sa vie. Le fait de n'être pas un démocrate ne signifie cependant pas qu'on doit automatiquement être classé dans la catégorie des adeptes de la tyrannie, du fascisme ou de l'autocratie. En effet, il existe de bonnes raisons qui peuvent conduire un homme réfléchi à répudier la démocratie, dans la mesure où la réalité que couvre le concept est confuse et que tout le monde peut s'y retrouver, aussi bien les libéraux que les partisans de la dictature prolétarienne, ceux d'un régime modéré comme ceux de l'extrémisme le plus négateur. Ce n'est pas parce que l'idéologie démocratique est à ce point en vogue que les régimes les plus contra-

dictoires s'en réclament, qu'elle constitue la vérité du politique ou qu'elle répond aux exigences du pouvoir et de l'équilibre social. Plutôt que de reprocher à Pareto de n'avoir pas été un démocrate comme presque tout le monde, il conviendrait de s'interroger sur la signification positive de son libéralisme. Celui-ci était pour lui beaucoup plus qu'une conviction politique : un état d'esprit qui correspond à la méthode du savant qui cherche à comprendre le phénomène politique en toute indépendance, sans être lié à un pouvoir quelconque et sans être asservi à une idéologie. Le cas échéant il juge avec la même liberté les corruptions de la démocratie ploutocratique et les combines parlementaires des socialistes, l'hypocrisie vertuiste et les insuffisances de l'économisme. Somme toute le libéralisme assure une certaine souveraineté au chercheur qui doit prendre une certaine distance, avant de porter un jugement. Il s'agit donc d'une attitude de lucidité susceptible d'allier la froide analyse et la réflexion impertinente, l'esprit critique et le sens des contradictions humaines. Cette position est difficile, car elle n'est pas exempte d'inconvénients, comme la vie même de Pareto en porte témoignage.

Summary.

Pareto isn't interested in the nature of politics but in the political society and in its equilibrium. The method he finally adopted, after some hesitations, is the one he tested in his economical and sociological research work. Analysing the changing of the elites, he stresses the importance of the minority that is in power. However the decline of an oligarchy is always concomitant with the coming up of another one. As far as Pareto's personal political stand is concerned he was neither a fascist nor a democrat but a liberal. This is revealed by a careful analysis of his works, from the first to the last of his writings.

